

Committee on the Application of Standards

CAN/PV.CCL.1

Commission de l'application des normes

11.06.25

Comisión de Aplicación de Normas

113th Session, Geneva, 2025

113^e session, Genève, 2025113.^a reunión, Ginebra, 2025

Warning: this document is a draft and may contain omissions or errors. It is made available solely for the purpose of verification and correction. Persons referred to in this document are not to be regarded as bound by statements attributed to them. The ILO declines all responsibility for any errors or omissions which this document may contain, or for any use which may be made of it by third parties.

Avertissement: ce document est un projet, qui peut comporter des omissions ou des erreurs et n'est rendu public qu'à des fins de vérification et de rectification. Les mentions contenues dans ce document provisoire n'engagent pas les personnes dont les propos sont rapportés. La responsabilité du BIT ne saurait être engagée à raison des éventuelles erreurs et omissions entachant ce document, ou de l'utilisation qui pourrait en être faite par des tiers.

Advertencia: el presente documento es un proyecto y puede contener omisiones o errores. Solo se publica a efectos de comprobación y rectificación. Las declaraciones que se atribuyen en el presente documento provisional a las personas citadas en él no comprometen su responsabilidad. La OIT queda exenta de toda responsabilidad respecto de cualquier error u omisión que pudiera figurar en el presente documento o que pudiera derivarse del uso del documento por terceros.

22^e séance, 11 juin 2025, 16 h 15 (suite)**22nd sitting, 11 June 2025, 4.15 p.m. (cont.)****22.^a sesión, 11 de junio de 2025, 16.15 horas (cont.)**

Président: M. Tabai
Chairperson: Mr Tabai
Presidente: Sr. Tabai

Président – Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue aux représentants des gouvernements concernés par les conclusions de cet après-midi.

Discussion sur les cas individuels (suite)**Discussion of individual cases (cont.)****Discusión sobre los casos individuales (cont.)****Conclusions****Conclusions****Conclusiones**

Président – Le deuxième point à notre ordre du jour pour cette séance est l'adoption des conclusions pour les 11 cas individuels suivants:

- le Tchad sur la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999;
- l'Équateur sur la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949;
- le Kirghizistan sur la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- la Libye sur la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930;
- la Slovaquie sur la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976;
- le Sri Lanka sur la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973;
- la Zambie sur la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930;
- le Burundi sur la convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949;
- El Salvador sur la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949;
- la Géorgie sur la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948;
- le Ghana sur la convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952.

Je vais lire les conclusions en français. Veuillez noter que le texte des conclusions sera affiché sur les écrans de la salle dans la langue du pays concerné.

Une fois les conclusions adoptées par la commission, le représentant du gouvernement concerné pourra prendre la parole, pour une durée maximale de trois minutes.

Je me permets de vous rappeler que vous devez envoyer votre déclaration par courrier électronique à l'adresse suivante: can-interpret@ilo.org afin de faciliter le travail des interprètes. Je voudrais également insister sur le fait qu'il est important que les délégués parlent à une vitesse raisonnable lorsqu'ils font leur déclaration.

Je vais maintenant lire les projets de conclusions sur les 11 cas concernés.

Le premier cas concerne le Tchad et porte sur l'application de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Tchad (ratification: 2000)

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

La commission a pris note des informations orales et écrites fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec une profonde préoccupation la poursuite du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans les conflits armés. Elle s'est également déclarée préoccupée par la persistance de la pratique de l'exploitation des enfants, notamment celle des enfants bouviers et la mendicité forcée.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a instamment prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, des mesures efficaces et dans un délai déterminé pour:

- **assurer la démobilisation complète et immédiate de tous les enfants recrutés de force ou utilisés dans des groupes armés;**
- **s'assurer que des enquêtes approfondies sont menées et des poursuites engagées contre toutes les personnes qui recrutent de force des enfants en vue de leur**

utilisation dans des conflits armés, et que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient prévues en droit et dans la pratique;

- assurer la réadaptation et l'intégration sociale des enfants des rues et des enfants incorporés de force dans des groupes armés;
- redoubler d'efforts pour lutter contre la pratique des enfants bouviers et garantir la protection des enfants contre cette pratique, et ce de toute urgence, y compris en sanctionnant efficacement les responsables de cette pratique;
- prendre des mesures immédiates pour approuver le Code de protection de l'enfant et en fournir une copie, une fois adopté;
- modifier le Code pénal afin d'y inclure des dispositions normatives qui incriminent le «client» qui sollicite les services d'un enfant de moins de 18 ans à des fins de prostitution ou qui utilise un tel enfant à cette fin;
- interdire et sanctionner l'utilisation et le recrutement d'enfants aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, et fournir les ressources nécessaires aux autorités compétentes;
- améliorer le fonctionnement du système éducatif et les investissements dans ce domaine afin de faciliter l'accès à une éducation de base gratuite et de qualité et à des mesures de protection pour tous les enfants, en particulier les filles et les enfants des rues, ainsi que la sécurité et la sûreté des enfants dans les zones touchées par la guerre, et pour augmenter les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire aux niveaux primaire et secondaire et réduire les taux d'abandon scolaire;
- prendre des mesures pour protéger les enfants mouhadjirines contre les pires formes de travail des enfants et poursuivre les efforts visant à garantir l'efficacité du

programme du Secrétariat à la condition féminine et à la petite enfance en matière de protection des enfants des rues;

- adopter des réglementations visant à protéger les enfants contre le travail domestique et pour les soustraire à de telles situations, et prévoir l'aide directe nécessaire et appropriée pour assurer leur réadaptation et leur intégration sociale.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour mettre pleinement en œuvre les mesures susmentionnées.

La commission a également prié le gouvernement de soumettre un rapport détaillé à la commission d'experts d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with deep concern the continued recruitment and use of children in armed conflict. It also expressed its concern at the persistence of the practice of exploitation of children, including child herding and forced begging.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government to take, in consultation with the social partners, effective and time-bound measures to:

- ensure the full and immediate demobilisation of all children who are forcibly recruited or used by armed groups;
- ensure that thorough investigations and prosecutions of all persons who forcibly recruit children for use in armed conflict are carried out and sufficiently effective and dissuasive penalties are imposed in law and practice;

- provide for the rehabilitation and social integration of street children and children who are forced to join armed groups;
- redouble its efforts to combat the practice of child herding and guarantee the protection of children against this practice as a matter of urgency, including through the effective punishment of those responsible for this practice;
- take immediate steps to approve the Child Protection Code and provide a copy thereof once it has been adopted;
- amend the Penal Code to include normative provisions that penalise the “client” who demands services of or uses a child under the age of 18 for prostitution;
- prohibit and punish the use and recruitment of children for illicit activities, in particular the production and trafficking of drugs and provide the necessary resources to the competent authorities;
- improve the functioning of and investments in the education system to facilitate access to free quality basic education and protective measures for all children, particularly girls and street children, and the security and safety of children in war-affected areas, and to take measures to increase the school enrolment and attendance rates at the primary and secondary levels and to decrease the school drop-out rates;
- take measures to protect *mouhadjirin* children from the worst forms of child labour and continue efforts to ensure that the Secretary for Women and Early Childhood program is effective in the protection of street children;
- adopt regulations to protect children from working in domestic services and measures to remove them from such situations, and provide the necessary and appropriate measures to directly assist their rehabilitation and social integration.

The Committee requested the Government to avail itself of ILO technical assistance to give full implementation to the above-mentioned measures.

The Committee also requested the Government to submit a detailed report to the Committee of Experts by 1 September 2025.

Convenio sobre las peores formas de trabajo infantil, 1999 (núm. 182)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión observó con profunda preocupación la persistencia del reclutamiento y la utilización de niños en conflictos armados. Asimismo, expresó su inquietud por la perpetuación de la práctica de la explotación infantil, en particular en el pastoreo y la mendicidad forzosa.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión pidió al Gobierno que, en consulta con los interlocutores sociales, adoptara medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- garantizar la desmovilización plena e inmediata de todos los niños sometidos a reclutamiento forzoso o utilizados en grupos armados;
- asegurar que se lleven a cabo investigaciones y enjuiciamientos exhaustivos de todas las personas que reclutan por la fuerza a niños para utilizarlos en conflictos armados, y que se impongan sanciones lo suficientemente efectivas y disuasorias en la ley y en la práctica;
- prever la rehabilitación y la inserción social de los niños de la calle y de los niños a los que se obliga a unirse a grupos armados;

- redoblar sus esfuerzos para combatir la práctica de los niños pastores y garantizar la protección de los niños contra esta práctica con carácter de urgencia, incluso a través del castigo efectivo a los responsables;
- aprobar de manera inmediata el Código de Protección de la Infancia y proporcionar un ejemplar de este, una vez que haya sido adoptado;
- modificar el Código Penal para introducir disposiciones normativas que penalicen al «cliente» que solicite servicios de un niño menor de 18 años o lo utilice para la prostitución;
- prohibir y sancionar la utilización y el reclutamiento de niños para actividades ilícitas, en particular la producción y el tráfico de drogas, y proporcionar los recursos necesarios a las autoridades competentes;
- mejorar el funcionamiento del sistema educativo y las inversiones en este para facilitar el acceso a una educación básica gratuita de calidad y a medidas de protección para todos los niños, especialmente las niñas y los niños de la calle, así como la seguridad y protección de los niños en las zonas afectadas por la guerra, y tomar medidas para aumentar las tasas de matriculación y asistencia escolar en las enseñanzas primaria y secundaria y disminuir las tasas de abandono escolar;
- adoptar medidas para proteger a los niños *mouhadjirin* de las peores formas de trabajo infantil y proseguir los esfuerzos para garantizar que el programa del Ministerio de la Mujer y la Primera Infancia logre proteger a los niños de la calle;
- adoptar normativas para proteger a los niños del trabajo en servicios domésticos y medidas para librarlos de tales situaciones; y proporcionar las medidas necesarias y adecuadas para contribuir directamente a su rehabilitación e inserción social.

La Comisión solicitó al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT para dar plena aplicación a las medidas mencionadas.

Asimismo, la Comisión pidió al Gobierno que presentara una memoria detallada a la Comisión de Expertos antes del 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable représentant du gouvernement du Tchad qui souhaite faire des observations, M. Mbodou Abdoulaye, ministre de la Fonction publique et du Dialogue social.

Représentant gouvernemental – Je voudrais très sincèrement remercier et féliciter tous les honorables représentants qui ont pris la parole pour faire des observations sur la convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants. Comme cela a été relevé, je voudrais rappeler tout d'abord que nous prenons bonne note des recommandations qui ont été faites.

Concernant la question relative aux groupes armés, cela a été déjà relevé, mais je voudrais y revenir une fois de plus. Actuellement, au Tchad, nous n'avons pas de groupes armés. Les groupes armés sont des allusions qui ont été faites par rapport aux groupes terroristes. Boko Haram et les groupes terroristes de manière globale, qui opèrent dans la zone du Sahel, sont des groupes que personne n'arrive à maîtriser. Il est vrai que quelques rares Tchadiens peuvent être recrutés, mais ils sont recrutés directement par des groupes armés. Ce ne sont pas des groupes qui sont gérés par le Tchad. C'est une observation importante qu'il faut

rappeler, parce que le mot groupe armé ressort encore dans les recommandations et que, logiquement, le mot groupe armé, de notre côté, ne peut pas ressortir.

En ce qui concerne le travail des enfants, de manière globale, le Tchad a fait beaucoup d'efforts pour anéantir cette pratique. Aujourd'hui, cette pratique est très rare, mais, comme cela a été relevé, nous prenons note et allons modifier le Code pénal tchadien pour intégrer des dispositions très restrictives pour essayer de réprimer toutes les infractions à ce niveau.

Je vous assure que le Tchad mettra tout en œuvre pour protéger les enfants.

Président – Le deuxième cas concerne l'Équateur et porte sur l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

Équateur (ratification : 1959)

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note de la volonté exprimée par le gouvernement de coopérer avec l'OIT, de recourir à l'assistance technique du BIT et de poursuivre ses consultations avec les partenaires sociaux afin de renforcer la protection juridique qui garantit pleinement le droit d'organisation et de négociation collective.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a prié instamment le gouvernement de procéder à un examen complet du cadre du droit collectif du travail, conformément à la convention et en consultation avec les partenaires sociaux au sein du Conseil national du travail et des salaires, en veillant à une cohérence raisonnable et en prenant des mesures efficaces pour:

- garantir que la négociation collective se déroule dans un environnement propice, en établissant des mécanismes appropriés et les protections juridiques respectives pour toutes les catégories de travailleurs et d'employeurs visés par la convention;
- réviser les normes relatives à la création d'associations d'employeurs et de travailleurs et aux pratiques de négociation collective;
- fournir des données sur: i) la négociation collective dans les secteurs public et privé, y compris le nombre de conventions collectives en vigueur dans le pays, la date de leur entrée en vigueur et de leur renouvellement, et le nombre de travailleurs couverts par des conventions collectives sectorielles; et ii) le nombre de travailleurs affiliés et de leurs syndicats respectifs, le nombre de comités d'entreprise et le nombre d'organisations d'employeurs et de leurs membres affiliés respectifs; et
- traiter la question de la discrimination antisyndicale, prévenir l'ingérence dans les organisations de travailleurs et d'employeurs, garantir le droit à la négociation collective en droit et dans la pratique, et fournir des informations sur les cas traités, les sanctions imposées ou les mesures correctives effectivement prises.

La commission a invité le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour mettre en œuvre efficacement toutes les recommandations de la commission.

La commission a prié le gouvernement de transmettre à la commission d'experts, avant le 1^{er} septembre 2025, des informations détaillées sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations ci-dessus.

Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted the Government's stated readiness to cooperate with the ILO, make use of its technical assistance and continue its consultation with social partners to strengthen legal protection that fully guarantees the right to organise and collective bargaining.

Taking into account the discussion, the Committee urged the Government to conduct a comprehensive review of the collective labour law framework, in alignment with the Convention and in consultation with social partners at the National Labour and Wage Council, ensuring reasonable coherence and taking effective measures to:

- ensure that collective bargaining occurs in a conducive environment, establishing appropriate mechanisms and respective legal protections for all categories of workers and employers covered by the Convention;
- review regulations concerning the establishment of employers' and workers' associations and collective bargaining practices;
- provide data on: (i) collective bargaining in the public and private sectors, including the number of collective agreements in force in the country, the date of entry into force and renewal, and the number of workers covered by sectoral collective agreements; (ii) the number of affiliated workers and their respective unions, number of enterprise committees, and number of employer organizations and respective affiliated members; and
- address anti-union discrimination, prevent interference in workers' and employers' organizations and guarantee the right to collective bargaining in law and practice and provide information on cases processed, sanctions imposed or effective corrective measures taken.

The Committee invited the Government to avail itself of ILO technical assistance to effectively implement all of the Committee's recommendations.

The Committee requested the Government to provide a detailed report on progress made to implement the above recommendations to the Committee of Experts by 1 September 2025.

Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva, 1949 (núm. 98)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota de la disposición manifestada por el Gobierno de cooperar con la OIT, hacer uso de su asistencia técnica y continuar sus consultas con los interlocutores sociales para reforzar la protección jurídica que garantice plenamente el derecho de sindicación y de negociación colectiva.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a llevar a cabo una revisión exhaustiva del marco de la legislación laboral colectiva, en consonancia con el Convenio y en consulta con los interlocutores sociales, en el Consejo Nacional de Trabajo y Salarios, garantizando una coherencia razonable y adoptando medidas eficaces para:

- garantizar que la negociación colectiva se produzca en un entorno propicio, estableciendo mecanismos adecuados y las correspondientes protecciones legales para todas las categorías de trabajadores y de empleadores cubiertos por el Convenio;
- revisar la normativa relativa a la creación de asociaciones de empleadores y de trabajadores y a las prácticas de negociación colectiva;
- proporcionar datos sobre: i) la negociación colectiva en los sectores público y privado, incluido el número de convenios colectivos vigentes en el país, su fecha de entrada en

vigor, su renovación y el número de trabajadores cubiertos por convenios colectivos sectoriales y ii) el número de trabajadores afiliados y sus respectivos sindicatos, el número de comités de empresa, y el número de organizaciones de empleadores y sus respectivos miembros afiliados;

- abordar la discriminación antisindical, impedir la injerencia en las organizaciones de trabajadores y de empleadores y garantizar el derecho a la negociación colectiva en la legislación y en la práctica, y comunicar información sobre los casos tramitados, las sanciones impuestas o las medidas correctivas efectivas adoptadas.

La Comisión invitó al Gobierno a recurrir a la asistencia técnica de la OIT para aplicar efectivamente todas las recomendaciones de la Comisión.

La Comisión pidió al Gobierno que presentara a la Comisión de Expertos, antes del 1 de septiembre de 2025, una memoria detallada sobre los progresos realizados en la aplicación de las recomendaciones antes mencionadas.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne la parole à la représentante du gouvernement de l'Équateur, M^{me} Ivonne Nuñez, ministre du Travail.

Representante gubernamental – El Gobierno del Ecuador acoge exhaustivamente todas las recomendaciones efectuadas y leídas en esta tarde, señalando que nosotros no hemos sido objeto de discusión desde hace diez años, tal como lo expresé en días anteriores ante ustedes. Ha sido de mucha satisfacción, además la presencia tanto del sector de los empleadores

representada por el Sr. Corral, y de los trabajadores representada por los Sres. Chica Salazar y Reyes, representantes del sector de telecomunicaciones, petróleo y educación.

Consecuentemente, nosotros una vez que ya hemos aceptado todas las recomendaciones daremos cumplimiento a las mismas, enviando de manera detallada toda la información que ha sido solicitada en esta tarde.

Président – Le troisième cas concerne le Kirghizistan et porte sur l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947.

Kirghizistan (ratification: 2000)

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec une profonde préoccupation la réintroduction d'un moratoire sur les inspections du travail pour l'année 2024, ce qui constitue une grave violation de la convention.

La commission a aussi pris note de la persistance d'autres restrictions des pouvoirs des inspecteurs, prévues dans la loi n° 72 de 2007, de même que du nombre insuffisant d'inspecteurs du travail, ce qui compromet considérablement la capacité de l'inspection à exercer ses fonctions de manière efficace.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a instamment prié le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:

- **veiller à ce qu'il y ait suffisamment d'inspecteurs du travail pour que les établissements puissent être inspectés aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales en question;**

- fournir des informations sur les mesures prévues ou adoptées pour augmenter le nombre d'inspecteurs du travail;
- s'assurer que l'inspection du travail couvre toutes les régions;
- fournir des informations sur le budget alloué aux fins de l'inspection du travail;
- agir promptement pour lever le moratoire sur les inspections et faire en sorte que les inspecteurs du travail soient en mesure d'effectuer des inspections du travail aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire pour assurer l'application effective des dispositions légales, conformément à l'article 16 de la convention;
- mettre sa législation nationale en totale conformité avec l'article 12 de la convention en supprimant les multiples dernières restrictions aux pouvoirs des inspecteurs;
- veiller à ce que les inspecteurs du travail soient en mesure d'engager ou de recommander des poursuites légales immédiates, sans avertissement préalable, le cas échéant, conformément à l'article 17;
- garantir que les inspecteurs du travail contrôlent effectivement l'application des sanctions pour violation des dispositions légales, comme énoncé dans le Code des infractions, conformément à l'article 18;
- redoubler d'efforts pour mettre la législation nationale en conformité avec l'article 13, paragraphe 2, alinéa *b*), de la convention;
- fournir toutes les informations demandées par la commission d'experts et encore attendues.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

La commission a également prié le gouvernement de fournir un rapport détaillé sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Labour Inspection Convention, 1947 (No. 81)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with deep concern the re-introduction of a moratorium on labour inspections for the year of 2024, which represents a serious violation of the Convention.

The Committee also noted the persistence of other limitations, contained in Law No. 72 of 2007, to the powers of inspectors and the insufficient number of labour inspectors, which significantly undermines the inspectorate's ability to perform its duties effectively.

Taking into account the discussion, the Committee urged the Government to take effective and time-bound measures to:

- ensure that there is a sufficient number of labour inspectors so that workplaces can be inspected as often and as thoroughly as necessary to ensure the effective application of the relevant legal provisions;
- provide information on the measures planned or adopted to increase the number of labour inspectors;
- ensure that all regions are covered by the labour inspectorate;
- provide information on the budget allocation for labour inspection purposes;

- act promptly to eliminate the moratorium on inspections and to ensure that labour inspectors are able to undertake labour inspections as often and as thoroughly as is necessary to ensure the effective application of the legal provisions, in compliance with Article 16 of the Convention;
- bring its national legislation into full conformity with Article 12 of the Convention by removing the multiple remaining restrictions on the powers of inspectors;
- ensure that inspectors are able to initiate or recommend immediate legal proceedings without prior warning, where required, in conformity with Article 17;
- ensure the effective enforcement of penalties for violations of the legal provisions enforceable by labour inspectors as set out in the Code of Offences, in conformity with Article 18;
- intensify its efforts to bring the national legislation into conformity with Article 13(2)(b) of the Convention;
- provide all pending information requested by the Committee of Experts.

The Committee requested the Government to avail itself of ILO technical assistance.

The Committee also requested the Government to provide a detailed report on the measures taken to implement the above recommendations before 1 September 2025.

Convenio sobre la inspección del trabajo, 1947 (núm. 81)

La Comisión tomó nota de la información escrita y oral proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con profunda preocupación de la reintroducción de una moratoria en las inspecciones del trabajo para 2024, lo cual representa una grave violación del Convenio.

La Comisión tomó nota asimismo de la persistencia de otras limitaciones contenidas en la Ley núm. 72, de 2007, a las facultades de los inspectores, y del número insuficiente de inspectores del trabajo, lo que socava considerablemente la capacidad del sistema de inspección del trabajo para desempeñar sus funciones efectivamente.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a tomar medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- velar por que haya un número suficiente de inspectores del trabajo, a fin de que los lugares de trabajo puedan inspeccionarse con la frecuencia y el esmero necesarios para garantizar la aplicación efectiva de las disposiciones legales pertinentes;
- proporcionar información sobre las medidas previstas o adoptadas con el fin de aumentar el número de inspectores del trabajo;
- garantizar que todas las regiones estén cubiertas por el sistema de inspección del trabajo;
- proporcionar información sobre la asignación presupuestaria con fines de inspección del trabajo;
- actuar con prontitud para eliminar la moratoria en las inspecciones del trabajo y para garantizar que los inspectores del trabajo puedan realizar inspecciones del trabajo con la frecuencia y el esmero necesarios, con miras a garantizar la aplicación efectiva de las disposiciones legales, de conformidad con el artículo 16 del Convenio;
- poner su legislación nacional en plena conformidad con el artículo 12 del Convenio, eliminando las múltiples restricciones restantes a las facultades de los inspectores;
- asegurar que los inspectores puedan iniciar o recomendar procedimientos judiciales inmediatos sin aviso previo, cuando sea necesario, de conformidad con el artículo 17;

- **garantizar la aplicación efectiva de las sanciones por violación de las disposiciones legales impuestas por los inspectores del trabajo, tal como se establece en el Código de Infracciones, de conformidad con el artículo 18;**
- **redoblar sus esfuerzos para poner la legislación nacional en conformidad con el artículo 13, 2), b) del Convenio;**
- **proporcionar toda la información pendiente solicitada por la Comisión de Expertos.**

La Comisión pidió al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT.

La Comisión pidió asimismo al Gobierno que presentara, antes del 1 de septiembre de 2025, una memoria detallada sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones arriba mencionadas.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne la parole au représentant du gouvernement du Kirghizistan, M. Ariet Turatbekov.

Government representative – On behalf of the Government of the Kyrgyzstan Republic, I wish to express our appreciation to the Committee for its important work and continued commitment to the values and mechanisms of the ILO supervisory system. We thank the Committee for the time and attention devoted to examining the case of Kyrgyzstan under the Convention.

We reaffirm our full respect for the mandate of this Committee and reiterate the readiness of the Kyrgyzstan Republic to engage in a constructive and transparent dialogue with the ILO supervisory bodies.

As a Member State, Kyrgyzstan takes seriously its obligations under the ratified Conventions and remains committed to strengthening its national labour inspection system in line with international standards.

At the same time, we firmly believe that it is in the best interest of all parties involved and of the ILO system as a whole that discussions within this Committee remain focused on issues that are directly relevant to the application of the Convention under review.

We must avoid the conflation of unrelated matters that fall outside the scope of the Convention and that risk diverting attention from the real substance of compliance and improvement.

We are confident that the dialogue between the Government and the ILO will continue in a spirit of mutual respect, clarity and genuine cooperation. Let us remain guided by the shared objective of strengthening labour rights and protections in a manner that is fair, objective and anchored in the legal framework of the ILO.

Président – Le quatrième cas concerne la Libye et porte sur l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.

Libye (ratification: 1961)

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

Tout en prenant note de la situation qui règne dans le pays, la commission s'est dite profondément préoccupée par la situation des travailleurs migrants, forcés à travailler

dans des conditions extrêmement difficiles et auxquels sont infligés de mauvais traitements, y compris la torture, la mort, l'esclavage et l'exploitation sexuelle, avec la complicité du gouvernement. Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a instamment prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, des mesures efficaces dans un délai déterminé, pour:

- fournir aux travailleurs migrants une protection juridique adéquate, notamment en garantissant l'adoption du projet de loi sur la lutte contre la traite des personnes sous peu, projet dont il est prié de transmettre copie;
- garantir que les travailleurs migrants victimes de pratiques abusives relevant du travail forcé reçoivent une protection et une assistance adéquates et qu'ils bénéficient de voies de recours, de réadaptation et de réparation, et fournir immédiatement une protection et une assistance aux victimes, y compris via le rapatriement volontaire et la réintégration;
- garantir que les travailleurs migrants ont accès au système de justice, qu'ils sont protégés contre les représailles, dont l'expulsion, que leurs cas sont traités rapidement et que les décisions rendues sont appliquées;
- mettre en place et appliquer des sanctions efficaces et suffisamment dissuasives à l'égard des auteurs de tels actes, y compris les milices et les recruteurs de main-d'œuvre qui astreignent des travailleurs migrants à des situations relevant du travail forcé, y compris les auteurs opérant dans les centres officiels et informels de migrants, ainsi que renforcer les capacités des organismes concourant à l'application de la loi en la matière;
- garantir que des enquêtes approfondies sont menées, que les auteurs présumés font l'objet de poursuites, y compris les agents de l'État complices et les membres des

groupes armés, et que des sanctions suffisamment dissuasives sont infligées aux personnes qui imposent le travail forcé sous toutes ses formes;

- renforcer le contrôle de l'application de la loi, recruter et former des inspecteurs du travail supplémentaires et augmenter les ressources matérielles nécessaires pour leur permettre de mener des inspections à cet égard.

La commission a invité le gouvernement à se prévaloir de l'assistance technique du BIT afin de garantir le plein respect de ses obligations au titre de la convention, en droit et dans la pratique.

La commission a prié le gouvernement de s'acquitter pleinement de ses obligations de faire rapport et de fournir des informations sur l'application de la convention, en droit et dans la pratique, ainsi que sur les mesures prises pour mettre en œuvre les présentes recommandations, en consultation avec les partenaires sociaux, à la commission d'experts, d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Forced Labour Convention, 1930 (No. 29)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

While noting the prevailing situation in the country, the Committee expressed deep concern regarding the situation of migrant workers who are forced to work under extremely harsh conditions and experience ill treatment, including torture, death, enslavement, and sexual exploitation with the complicity of the government. Taking into account the discussion, the Committee urged the Government to take, in consultation with the social partners, effective and time-bound measures to:

- provide migrant workers with adequate legal protection, including by ensuring the adoption of the Bill on combating trafficking in persons shortly and requests the Government to provide a copy thereof;
- ensure that migrant workers who are victims of abusive practices amounting to forced labour are provided with adequate protection and assistance as well as remedies, rehabilitation and compensation, and take immediate measures for the protection and assistance of victims, including through voluntary repatriation and reintegration;
- ensure migrant workers have access to the justice system and are protected against reprisals, including deportation, and that their cases are processed expeditiously and that decisions are enforced;
- introduce and enforce effective and sufficiently dissuasive penalties against offenders including militia groups and labour recruiters who engage migrant workers in situations amounting to forced labour, including perpetrators in official and unofficial migrant centres, and strengthen the capacity of law enforcement bodies in this area;
- ensure that in-depth investigations are undertaken, alleged perpetrators are prosecuted, including complicit state officials and members of armed groups, and sufficiently dissuasive sanctions imposed on those who exact any form of forced labour; and
- strengthen the law enforcement, hire and train additional labour inspectors and increase material resources necessary to enable them to carry out inspections in this regard.

The Committee invited the Government to avail itself of ILO technical assistance to ensure full compliance with its obligations under the Convention in law and practice.

The Committee requested the Government to fully comply with its reporting obligations and to provide information on the application of the Convention in law and practice and on the measures taken to implement these recommendations, in consultation with the social partners, to the Committee of Experts by 1 September 2025.

Convenio sobre el trabajo forzoso, 1930 (núm. 29)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

Si bien tomó nota de la situación imperante en el país, la Comisión expresó su profunda preocupación por la situación de los trabajadores migrantes que se ven obligados a trabajar en condiciones extremadamente duras y sufren malos tratos, incluidas tortura, muerte, esclavitud y explotación sexual, con la complicidad del Gobierno. Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a adoptar, en consulta con los interlocutores sociales, medidas efectivas y con plazos definidos para:

- proporcionar a los trabajadores migrantes una protección jurídica adecuada, en particular garantizando la pronta aprobación del proyecto de ley sobre la lucha contra la trata de personas, del que se le solicita proporcionar un ejemplar;
- garantizar que los trabajadores migrantes que sean víctimas de prácticas abusivas equivalentes a trabajo forzoso reciban una protección y asistencia adecuadas y tengan acceso a mecanismos de reparación, de indemnización y de readaptación, y ofrecer inmediatamente protección y asistencia a las víctimas, incluso mediante la repatriación voluntaria y la reintegración;
- garantizar que los trabajadores migrantes tengan acceso al sistema de justicia y estén protegidos contra represalias, incluida la deportación, y que sus casos se tramiten con celeridad y se ejecuten las decisiones;

- **establecer y aplicar sanciones efectivas y suficientemente disuasorias contra los autores de tales actos, incluidos los miembros de milicias y los reclutadores de mano de obra, que contraten a trabajadores migrantes en condiciones equivalentes al trabajo forzoso, incluidos los infractores que operan en centros de migrantes oficiales y no oficiales, y reforzar la capacidad de los órganos encargados de hacer cumplir la ley en este ámbito;**
- **garantizar que se lleven a cabo investigaciones en profundidad, se procese a los presuntos autores de estos delitos, incluidos los funcionarios del Estado cómplices y los miembros de grupos armados, y se castigue con sanciones suficientemente disuasorias a quienes impongan cualquier forma de trabajo forzoso;**
- **reforzar la aplicación de la ley, contratar y formar a más inspectores del trabajo y aumentar la dotación de los recursos materiales necesarios para que efectúen inspecciones en este ámbito.**

La Comisión invitó al Gobierno a recurrir a la asistencia técnica de la OIT a fin de garantizar el cumplimiento de sus obligaciones derivadas del Convenio en la legislación y en la práctica.

La Comisión pidió al Gobierno que cumpliera plenamente sus obligaciones de presentación de memorias y facilitara información a la Comisión de Expertos sobre la aplicación del Convenio en la legislación y en la práctica y sobre las medidas adoptadas para aplicar estas recomendaciones, antes del 1 de septiembre de 2025, en consulta con los interlocutores sociales.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole au représentant du gouvernement de la Libye, M. Kamal Elhamali.

Interpretation from Arabic: **Government representative** – We have taken due note of the conclusions as adopted and would reaffirm the following: Firstly, our country reaffirms its commitment to the respect of the ILO Conventions which it has duly ratified.

Secondly, the Government will continue its efforts to fight trafficking in persons and all abuses and human rights violations in general, and in particular those affecting the rights of workers. We reject any insinuation of Government involvement or complicity in the violation of migrant workers' rights.

Thirdly, we reject the use of certain terms contained in the conclusions, such as slavery, and we reaffirm that our national laws reject such actions of slavery, bondage and servitude.

Fourthly, we welcome the work of the Committee and would welcome any assistance from the ILO to strengthen our technical capacity.

Fifthly, the Government will continue to make every effort to strengthen workers' rights.

Interprétation de l'arabe: **Président** – Le cinquième cas concerne la Slovaquie et porte sur l'application de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976.

Slovaquie (ratification: 1997)

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a rappelé que les consultations tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail sont d'une importance capitale.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a demandé au gouvernement de:

- nouer un dialogue social tripartite constructif sur toutes les questions, y compris les raisons de toute modification des dispositions de la loi n° 103/2017 sur les consultations tripartites au niveau national, conformément à la convention;
- mener des consultations avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs sur toutes les normes de l'OIT et les activités, au niveau national;
- garantir que les consultations sont efficaces, en droit et dans la pratique, et qu'elles se déroulent au moins une fois par an et, à cet égard, garantir également que, en droit et dans la pratique, aucune exception ne permet à des organisations de se voir octroyer le même droit d'être consulté que les organisations représentatives;
- garantir que les organisations sont en mesure d'exercer leur droit d'élire librement leurs représentants, sans ingérence extérieure;
- indiquer comment la nouvelle composition du Conseil économique et social de la République slovaque est censée opérer, ainsi que promouvoir et renforcer efficacement le tripartisme et le dialogue social.

La commission a invité le gouvernement à fournir des informations sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées à la commission d'experts, d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Tripartite Consultation (International Labour Standards) Convention, 1976 (No. 144)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee recalled that tripartite consultation to promote the implementation of international labour standards is of paramount importance.

Taking into account the discussion, the Committee called on the Government to:

- engage in constructive tripartite social dialogue about all matters including reasons for any changes to the provisions of Act No. 103/2017 on tripartite consultations at national level, in line with the Convention;
- conduct tripartite consultations with the most representative employer and worker organisations on all ILO standards and activities at the national level;
- ensure that consultations are effective in law and in practice and take place at least once a year and, in that regard, also ensure that, in law and in practice, no exception allows organizations to be granted the same consultation rights as those of representative organizations;
- ensure that organisations are able to exercise their right to freely elect their representatives without any external interference;
- provide information on how the new membership of the Economic and Social Council of the Slovak Republic is expected to function and effectively promote and strengthen tripartism and social dialogue.

The Committee invited the Government to provide information on measures to implement the above recommendations to the Committee of Experts by 1 September 2025.

Convenio sobre la consulta tripartita (normas internacionales del trabajo), 1976 (núm. 144)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita facilitada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión recordó que la consulta tripartita para promover la aplicación de las normas internacionales del trabajo reviste una importancia primordial.

Teniendo en cuenta el debate, la Comisión pidió al Gobierno que:

- entable un diálogo social tripartito constructivo sobre todas las cuestiones, incluidos los motivos de todos los cambios en las disposiciones de la Ley núm. 103/2017 sobre consultas tripartitas a nivel nacional, de conformidad con el Convenio;
- lleve a cabo consultas tripartitas con las organizaciones más representativas de empleadores y de trabajadores sobre todas las normas y actividades de la OIT a nivel nacional;
- garantice que las consultas sean efectivas en la legislación y en la práctica y tengan lugar al menos una vez al año y, a este respecto, que vele también por que, ni en la legislación ni en la práctica, haya excepciones que permitan conceder a otras organizaciones los mismos derechos de consulta que a las organizaciones representativas;
- garantice que las organizaciones puedan ejercer su derecho a elegir libremente a sus representantes sin ninguna injerencia externa;
- facilite información sobre cómo se prevé que funcione la nueva composición del Consejo Económico y Social de la República Eslovaca, y que promueva y refuerce eficazmente el tripartismo y el diálogo social.

La Comisión invitó al Gobierno a que proporcionara información a la Comisión de Expertos, antes del 1 de septiembre de 2025, sobre las medidas que adoptará para aplicar todas las recomendaciones antes mencionadas.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole au représentant du gouvernement de la République Slovaque, M. Lukas Berinec, ministre du Travail, des Affaires sociales et de la Famille.

Government representative – Slovakia would like to thank the Committee for their conclusions on our compliance under the Convention. Slovakia acknowledges and respects the important role of the Committee of Experts and this Committee within the ILO supervisory system. Ensuring the effective application of international labour standards is crucial and critical for achieving our shared objective of proper tripartite discussions for all involved stakeholders.

I hope the information presented in our verbal and written contribution on the reasoning of adopting the 2021 amendment to the Tripartite Act provided reassurance of Slovakia's commitment to, and compliance with, the Convention. We will, of course, continue to work with social partners to follow up on the Committee's conclusions.

Slovakia will put action to the words spoken at this hearing and I am confident that the Government and social partners will resolve these matters in the spirit of social dialogue.

Président – Le sixième cas concerne le Sri Lanka et porte sur l'application de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973.

Sri Lanka (ratification: 2000)

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a salué le recours du gouvernement à l'assistance technique du BIT et les effets produits, et a encouragé le gouvernement à poursuivre ses efforts à cet égard.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a recommandé au gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de:

- **poursuivre ses efforts pour éliminer le travail des enfants, en portant une attention particulière à l'économie informelle et aux enfants vivant dans des zones rurales;**
- **fournir des informations sur les mesures adoptées et les résultats obtenus à cet égard, y compris dans le cadre du programme de zones exemptes de travail des enfants;**
- **veiller à ce que des enquêtes approfondies et des poursuites sérieuses soient menées, et à ce que des sanctions suffisamment efficaces et dissuasives soient imposées dans la pratique pour décourager les adultes d'employer des enfants et de les maltraiter;**
- **fournir dès que possible des informations complètes sur le nombre identifié d'enfants engagés dans du travail des enfants, de même sur le nombre et la nature des violations détectées et des sanctions imposées en lien avec l'emploi d'enfants et de jeunes;**

- **renforcer les capacités des inspecteurs du travail en matière de lutte contre le travail des enfants et étendre leur champ d'action dans ce domaine, en particulier dans le secteur informel;**
- **prendre les mesures nécessaires pour garantir l'application effective du règlement sur la scolarisation obligatoire des enfants et continuer de communiquer des informations sur les taux de scolarisation et d'achèvement scolaire des enfants de moins de 16 ans;**
- **renforcer les politiques et les textes législatifs visant à prévenir le travail des enfants, à soustraire les enfants au travail des enfants et à assurer leur réadaptation et leur insertion sociale, et à mettre fin aux pratiques décrites; et continuer à faire part des mesures prises et du nombre d'enfants qui ont bénéficié de ces politiques.**

La commission a prié le gouvernement de fournir des informations détaillées et complètes relatives aux mesures adoptées et aux progrès accomplis sur tous les points susmentionnés, et de communiquer tous les textes législatifs pertinents à la commission d'experts d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Minimum Age Convention, 1973 (No. 138)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee welcomed the Government's use of ILO technical assistance and its impact made, and encouraged it to continue its efforts in this regard.

Taking the discussion into account, the Committee recommended the Government, in consultation with the social partners, to:

- **continue its efforts to eliminate child labour, with a strong focus on the informal economy and children living in rural areas;**

- provide information on the measures taken and the results achieved in this regard, including within the framework of the Child Labour Free Zone Programme;
- ensure that thorough investigations and robust prosecutions are carried out, and that sufficiently effective and dissuasive sanctions are imposed in practice, to deter adults from employing and abusing children;
- provide comprehensive information as soon as possible on the number of children identified as being engaged in child labour, as well as the number and nature of violations detected, and penalties applied with regard to the employment of children and young persons;
- strengthen the capacity and expand the reach of the labour inspectorate in addressing child labour, particularly in the informal sector;
- take the necessary measures to ensure the effective implementation of the Compulsory Attendance of Children at School Regulation and continue to report on the school enrolment and completion rates of children below the age of 16 years;
- strengthen policies and legislative texts regarding the prevention, removal, rehabilitation, and social integration of children, and to put an end to the described practices and continue to inform on the measures taken, and the number of children who have benefited from the policies.

The Committee requested the Government to provide detailed and complete information on measures taken and progress made on all the above issues and to transmit all relevant legislative texts to the Committee of Experts by 1 September 2025.

Convenio sobre la edad mínima, 1973 (núm. 138)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión acogió con beneplácito el uso por parte del Gobierno de la asistencia técnica de la OIT y el impacto que esta ha tenido, y lo alentó a continuar sus esfuerzos en este sentido.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión recomendó al Gobierno que, en consulta con los interlocutores sociales, adoptara todas las medidas necesarias para:

- **eliminar el trabajo infantil, prestando especial atención a la economía informal y a los niños que viven en zonas rurales;**
- **proporcionar información sobre las medidas adoptadas y los resultados obtenidos al respecto, en particular en el marco del programa de zonas libres de trabajo infantil;**
- **garantizar que se lleven a cabo investigaciones exhaustivas y enjuiciamientos rigurosos, y que se impongan sanciones suficientemente eficaces y disuasorias en la práctica, a fin de disuadir a los adultos de emplear y abusar de los niños;**
- **proporcionar lo antes posible información exhaustiva sobre el número de niños que se ha detectado que están involucrados en el trabajo infantil, así como sobre el número y la naturaleza de las infracciones detectadas, y las sanciones impuestas en relación con el empleo de niños y jóvenes;**
- **fortalecer la capacidad y ampliar el alcance de la inspección del trabajo a fin de combatir el trabajo infantil, en particular en el sector informal;**

- **garantizar la aplicación efectiva del Reglamento sobre la asistencia obligatoria de los niños a la escuela y continuar informando sobre las tasas de matriculación y finalización de la escuela de los niños menores de 16 años;**
- **fortalecer las políticas y los textos legislativos en materia de prevención y en lo que respecta a librar a los niños del trabajo infantil, rehabilitarlos e integrarlos socialmente, y poner fin a las prácticas descritas y seguir informando sobre las medidas adoptadas y el número de niños que se benefician de las políticas.**

La Comisión pidió al Gobierno que proporcionara información detallada y completa sobre las medidas adoptadas y los progresos realizados en relación con todas las cuestiones mencionadas, y que transmitiera todos los textos legislativos pertinentes a la Comisión de Expertos a más tardar el 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – J'invite l'honorable représentant du gouvernement du Sri Lanka à prendre la parole, M. Balasubramaniam Vasanthan.

Government representative – On behalf of the Government of Sri Lanka, I wish to thank you for this opportunity to speak before the Committee again.

The recommendations made by the Committee will be considered by the Government and necessary action will be taken in consultation with stakeholders.

Further, some of the statements made by respected speakers in the last week are not evidence-based and in this regard, we have requested the assistance of the ILO to conduct a

“child activity survey”. We are hopeful that this survey will provide an accurate picture of the situation of child labour in the country, enabling the Government to take targeted action in identified areas. In addition, some respected speakers also raised concerns regarding labour inspections. While we acknowledge that resources are always limited, we use them effectively.

The Department of Labour, with 78 offices and 500 labour offices, carry out 80,000 inspections per year, including a significant number of group inspections. In every inspection, child labour is one of the key items checked. The Government is also considering increasing the number of labour offices. Additionally, we request the ILO to provide more technical assistance in empowering labour offices to identify potential situations of child labour and to effectively handle such cases.

Further, as mentioned earlier, school dropouts are being closely monitored, and we are planning to work more closely with the Department of Education to ensure the reintegration of school dropouts into the educational system. We already have a highly effective coordination mechanism at both national and peripheral levels, and we intend to integrate the Ministry of Education into the system as well.

We would like to emphasize that recent data related to child labour suggests a declining trend in child labour, and we have submitted details. We are gradually moving in the right direction towards our goal of eliminating child labour. Sri Lanka firmly believes that child labour has no place in modern society and cannot be justified under any circumstances.

Président – Le septième cas concerne la Zambie et porte sur l’application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.

Zambie (ratification: 1964)

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté les efforts du gouvernement en vue de respecter ses obligations au titre de la convention, y compris l'adoption de la Politique nationale sur la traite des êtres humains et le trafic de migrants, et de son plan de mise en œuvre en 2022 qui constitue une étape importante dans l'éradication de la traite des êtres humains comme composante du travail forcé. Toutefois, la commission note avec préoccupation que le nombre de cas augmente et que la Zambie reste un pays d'origine, de transit et de destination des victimes de la traite des êtres humains.

Compte tenu de la discussion, la commission a prié le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de:

- prendre des mesures appropriées en vue d'identifier efficacement les victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation au travail et d'exploitation sexuelle, en vue de leur apporter une protection et une assistance appropriées et adéquates, qui incluent le rétablissement et la réadaptation de toutes les victimes du travail forcé ou obligatoire, ainsi que la mise à disposition d'autres formes d'assistance et de soutien;**
- veiller à la poursuite des auteurs d'infractions et à l'imposition de sanctions dissuasives;**
- veiller à l'application de mesures visant à fournir un soutien logistique aux témoins et aux victimes appelés à témoigner, ainsi que de mesures visant à faciliter la collecte de preuves pour que les poursuites soient effectives;**

- poursuivre le renforcement de capacités des représentants des forces de l'ordre et développer les capacités des procureurs et des enquêteurs;
- prendre des mesures appropriées pour renforcer, à l'échelle du pays, la coordination et la coopération avec les principales parties prenantes, telles que les enquêteurs de police et le pouvoir judiciaire, en matière de lutte contre la traite des êtres humains;
- prendre les mesures nécessaires pour modifier la loi, de manière à limiter le travail exigé dans le cadre du service national de Zambie au travail de nature purement militaire, conformément à l'article 2, paragraphe 2 a), de la convention, et pour fournir des informations sur le nombre de citoyens appelés à effectuer le service national obligatoire, ainsi que sur la nature du travail qui leur est assigné;
- fournir toutes les informations demandées par la commission d'experts.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT et de soumettre un rapport détaillé sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Forced Labour Convention, 1930 (No. 29)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted the efforts by the Government to meet its obligations under the Convention including the adoption of the National Policy on Human Trafficking and Smuggling of Migrants and its implementation plan in 2022 which is an important step in eradicating trafficking as an element of forced labour. The Committee noted however with concern that there is an increase in cases of trafficking and that Zambia remains a source, transit and destination country for victims of trafficking.

Taking into account the discussion, the Committee requested the Government, in consultation with the social partners, to:

- take effective measures to ensure the effective identification of victims of trafficking for both sexual and labour exploitation, and to provide them with appropriate and adequate protection and assistance, including recovery and rehabilitation of all victims of forced or compulsory labour, as well as the provision of other forms of assistance and support;
- ensure the prosecution of perpetrators and the imposition of dissuasive sanctions;
- ensure the operationalization of measures to provide logistical support to witnesses and victims called to testify and measures to facilitate evidence-gathering for effective prosecutions;
- continue to strengthen the capacity of law enforcement officials and build the capacity of prosecutors and investigators;
- take effective measures to strengthen the coordination and cooperation with key stakeholders, such as police investigators and the judiciary, throughout the whole country, in the fight against trafficking in persons;
- take the necessary measures to amend the Act so as to limit the work exacted as part of the Zambian National Service, to work which is of a purely military nature, in compliance with Article 2(2)(a) of the Convention and to provide information on the number of citizens who have been called to perform compulsory national service, as well as on the nature of the work to which they are assigned;
- provide all pending information requested by the Committee of Experts.

The Committee requested the Government to avail itself of the technical assistance of the ILO and to provide a detailed report on the measures taken to implement the above recommendations by 1 September 2025.

Convenio sobre el trabajo forzoso, 1930 (núm. 29)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota de los esfuerzos realizados por el Gobierno para cumplir con sus obligaciones en virtud del Convenio, incluida la adopción de la Política nacional sobre la trata de personas y el tráfico ilícito de migrantes y su Plan de Aplicación en 2022, que constituye un paso importante en la erradicación de la trata como elemento del trabajo forzoso. No obstante, la Comisión tomó nota con preocupación de que se está produciendo un aumento de los casos de trata y que Zambia sigue siendo un país de origen, tránsito y destino para las víctimas de trata.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión pidió al Gobierno que, en consulta con los interlocutores sociales, adoptara todas las medidas para:

- garantizar la identificación efectiva de las víctimas de trata con fines de explotación, tanto sexual como laboral, y proporcionarles protección y asistencia apropiadas y adecuadas, incluidas la recuperación y la rehabilitación de todas las víctimas de trabajo forzoso u obligatorio, así como la prestación de otras formas de asistencia y apoyo;
- garantizar el procesamiento de los autores y la imposición de sanciones disuasorias;
- garantizar la puesta en marcha de medidas para proporcionar apoyo logístico a las víctimas y a los testigos llamados a declarar, así como medidas encaminadas a facilitar la recopilación de pruebas, con vistas a un enjuiciamiento efectivo;

- seguir reforzando la capacidad de los funcionarios encargados de hacer cumplir la ley y desarrollar la capacidad de los fiscales e investigadores;
- reforzar la coordinación y la cooperación con las principales partes interesadas, como los investigadores policiales y el poder judicial, en todo el país, en la lucha contra la trata de personas;
- tomar las medidas necesarias para enmendar la Ley, a fin de limitar el trabajo exigido como parte del Servicio Nacional de Zambia a trabajo que sea de naturaleza puramente militar, de conformidad con el artículo 2, 2), a) del Convenio, y comunicar información sobre el número de ciudadanos que han sido llamados a realizar el servicio nacional obligatorio, así como sobre la naturaleza del trabajo al que se les asigna;
- facilitar toda la información pendiente solicitada por la Comisión de Expertos.

La Comisión pidió al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT y que transmitiera, antes del 1 de septiembre de 2025, una memoria detallada sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones anteriores.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole au représentant du gouvernement de la Zambie, M. Zechariah Luhango.

Government representative – Zambia takes note of the conclusions and the Committee's recommendations and wishes to reiterate its commitment to addressing the concerns raised on human trafficking.

Regarding the concerns on the delayed amendment of the Zambian national service (ZNS) Act, Zambia wishes to state again that the Government has made remarkable progress.

The Act has undergone a consultative process of its amendment and the Cabinet granted approval in principle of this Act. The amendment includes the merging of the ZNS and the Defence Acts into one consolidated Act. The bill was submitted to the Ministry of Justice. The process awaits the conclusion of the defence policy which is under the Ministry of Defence. These amendments take into account the provision which seemingly contravenes the Convention.

The Government would once again wish to reiterate that it does not impose compulsory national service. It is purely voluntary.

The Committee may wish to note that the recruitment criteria for the youth to undergo this voluntary skills training programme under the ZNS include: being a Zambian citizen, aged between 18 and 35 years, having the minimum of a grade 12 certificate or equivalent, being vulnerable as assessed by the Social Welfare Department, and having no criminal record.

The detailed progress report will be submitted, as recommended, especially as we expect the ILO to assist in capacity building, among other things, in July 2025.

Président – Le huitième cas concerne le Burundi et porte sur l'application de la convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949.

Burundi (ratification: 1963)

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

La commission a pris note des informations orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission regrette que le gouvernement n'ait fourni aucun des rapports demandés et l'a instamment prié de remplir ses obligations de présentation de rapports à l'avenir.

Compte tenu de la discussion, la commission a prié le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de prendre des mesures efficaces assorties d'un délai pour:

- garantir l'inclusion des clauses de travail dans tous les contrats publics et fournir une copie des nouvelles conditions générales régissant ces contrats;
- indiquer les mesures planifiées ou prises pour garantir les conditions minimales aux travailleurs employés dans le cadre d'un contrat public;
- renforcer l'inspection du travail afin de garantir le respect des clauses de travail;
- respecter le dialogue social et la négociation collective, y compris lors de la définition des termes des clauses à inclure dans les contrats publics; et
- répondre à toutes les demandes en suspens de la commission d'experts.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT et de soumettre un rapport détaillé sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Labour Clauses (Public Contracts) Convention, 1949 (No. 94)

The Committee took note of the oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee regretted that the Government did not provide the requested reports and urged it to comply with its reporting obligations in the future.

Taking into account the discussion, the Committee requested the Government in consultation with the social partners to take effective and time-bound measures to:

- ensure the inclusion of labour clauses in all public contracts and provide a copy of the new general conditions governing contracts;
- indicate the measures planned or taken to ensure minimum conditions for workers employed under a public contract;
- strengthen the labour inspection to guarantee compliance with labour clauses;
- respect social dialogue and collective bargaining, including when setting the terms of clauses to be included in public contracts; and
- address any pending request from the Committee of Experts.

The Committee requested the Government to avail itself of ILO technical assistance and to provide a detailed report on the measures taken to implement the above recommendations by 1 September 2025.

Convenio sobre las cláusulas de trabajo (contratos celebrados por las autoridades públicas), 1949 (núm. 94)

La Comisión tomó nota de la información oral proporcionada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión lamentó que el Gobierno no hubiera proporcionado las memorias solicitadas y le instó a cumplir con su obligación de presentación de memorias en el futuro.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión pidió al Gobierno que, en consulta con los interlocutores sociales, adoptara medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- garantizar la inclusión de cláusulas de trabajo en todos los contratos celebrados por las autoridades públicas, y proporcionar una copia de las nuevas condiciones generales que rigen los contratos;
- indicar las medidas previstas o adoptadas para garantizar las condiciones mínimas a los trabajadores empleados en el marco de un contrato celebrado por las autoridades públicas;
- fortalecer la inspección del trabajo, a fin de garantizar el cumplimiento de las cláusulas de trabajo;
- respetar el diálogo social y la negociación colectiva, inclusive al establecer los términos de las cláusulas que deben incluirse en los contratos celebrados por las autoridades públicas;
- abordar toda solicitud pendiente de la Comisión de Expertos.

La Comisión pidió asimismo al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT y que presentara, antes del 1 de septiembre de 2025, una memoria detallada sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones antes mencionadas.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – J'invite l'honorable représentant du gouvernement du Burundi à prendre la parole, M. Boniface Ndayiragije.

Représentant gouvernemental – Le gouvernement réitère ses remerciements à l'OIT pour sa collaboration et son appui technique pour que les normes internationales du travail soient davantage respectées dans notre pays.

Nous vous affirmons que nous prenons acte et bonne note des observations et recommandations formulées à l'égard de notre pays sur le respect de la convention.

Nous vous promettons que nous allons travailler étroitement avec les partenaires sociaux pour identifier tous les manquements courants commis dans l'élaboration des contrats publics et analyser ensemble le Code du marché public en vue de l'adapter au Code du travail et aux dispositions de la convention.

Nous allons en outre produire les rapports nécessaires, tels qu'ils sont demandés par la commission, en respectant le délai du 1^{er} septembre 2025.

Président – Le neuvième cas concerne El Salvador et porte sur l'application de l'art. (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

El Salvador (ratification: 2006)

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec une profonde préoccupation les allégations de violations continues de la convention par le gouvernement.

La commission s'est dite aussi vivement préoccupée par les allégations d'ingérence des autorités dans les activités des organisations d'employeurs et de travailleurs, en violation de l'article 2 de la convention, et par les actes de harcèlement commis à l'encontre d'une organisation d'employeurs, à savoir l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP), qui ont été signalés.

Tenant compte de la discussion, la commission a prié instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour:

- mettre immédiatement fin à tous les actes de violence, menaces, persécutions, stigmatisation, intimidation ou toute autre forme d'agression contre des personnes ou des organisations en raison de l'exercice d'activités syndicales légitimes et d'activités d'organisations d'employeurs, et adopter des mesures pour garantir que de tels actes ne se reproduisent pas;
- rétablir, promouvoir et participer à un dialogue social tripartite et à une négociation collective institutionnalisés, et menés dans un cadre de respect mutuel et de sécurité juridique, conformément à la convention;
- instaurer une véritable consultation des représentants des travailleurs et des employeurs afin d'examiner toutes les questions relatives à la réforme du travail et au Code du travail, et réactiver sans délai le Conseil supérieur du travail (CST) de façon à garantir la pleine participation des organisations de travailleurs et d'employeurs au dialogue social et à la consultation tripartite; et
- élaborer une feuille de route assortie de délais pour mettre en œuvre sans délai toutes les recommandations formulées par la mission tripartite de haut niveau de l'OIT de 2022 et les recommandations de la commission.

La commission a prié le gouvernement de préparer, en consultation avec les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs, un rapport à soumettre à la commission d'experts avant le 1^{er} septembre 2025, qui rende compte en détail des mesures prises pour progresser dans la pleine application de la convention, en droit et dans la pratique, y compris des informations sur les consultations véritables menées pour répondre aux préoccupations exprimées par la commission.

La commission a invité le gouvernement à accepter une mission d'assistance technique avec l'appui de la Confédération syndicale internationale (CSI) et de l'Organisation internationale des employeurs (OIE).

Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with deep concern the allegations of ongoing violations of the Convention by the Government.

The Committee also expressed serious concern regarding the allegations of interference by the authorities in the activities of employers' and workers' organizations contrary to Article 2 of the Convention and reported acts of harassment against an employers' organization, namely the National Business Association (ANEP).

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government to take effective and time-bound measures to:

- immediately cease all acts of violence, threats, persecution, stigmatization, intimidation or any other form of aggression against individuals or organizations in connection with both the exercise of legitimate trade union activities and the activities of employers' organizations, and adopt measures to ensure that such acts are not repeated;
- re-establish, promote, and participate in institutionalised tripartite social dialogue and collective bargaining, conducted in a framework of mutual respect, and legal certainty in line with the Convention;

- establish a genuine consultation with worker and employer representatives to discuss all matters relating to labour reform and the labour code and reactivate, without delay, the Higher Labour Council (CST) to ensure the full participation of workers' and employers' organizations in social dialogue and tripartite consultation; and
- develop a time-bound road map to implement without delay all recommendations made by the ILO high-level tripartite mission of 2022 and the Committee's recommendations.

The Committee requested the Government to prepare, in consultation with the most representative employers' and workers' organizations, a report to be submitted to the Committee of Experts by 1 September 2025, informing in detail on actions undertaken to progress in the full application of the Convention in law and practice, including information on any genuine consultations to address the concerns discussed by the Committee.

The Committee invited the Government to accept a technical assistance mission with the support of the International Trade Union Confederation (ITUC) and the International Organization of Employers (IOE).

Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva, 1949 (núm. 98)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con profunda preocupación de los alegatos de continuas violaciones del Convenio por parte del Gobierno.

La Comisión también expresó su profunda preocupación por los alegatos de injerencia de las autoridades en las actividades de las organizaciones de empleadores y

de trabajadores, en contravención del artículo 2 del Convenio, y por los actos de acoso denunciados contra una organización de empleadores, a saber, la Asociación Nacional de la Empresa Privada (ANEP).

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que adoptara medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- hacer cesar inmediatamente todos los actos de violencia, amenazas, persecución, estigmatización, intimidación o cualquier otra forma de agresión contra personas u organizaciones en relación con el ejercicio de actividades sindicales legítimas y las actividades de las organizaciones de empleadores, y adoptar medidas para garantizar que tales actos no se repitan;
- restablecer, promover y participar en el diálogo social tripartito institucionalizado y la negociación colectiva, llevados a cabo en un marco de respeto mutuo y seguridad jurídica, de conformidad con el Convenio;
- establecer consultas auténticas con representantes de los trabajadores y los empleadores para debatir todas las cuestiones relacionadas con la reforma laboral y el Código del Trabajo, y reactivar, sin demora, el Consejo Superior del Trabajo (CST) para garantizar la plena participación de las organizaciones de trabajadores y de empleadores en el diálogo social y las consultas tripartitas;
- elaborar una hoja de ruta con plazos concretos para aplicar sin demora todas las recomendaciones formuladas por la misión tripartita de alto nivel de la OIT de 2022 y las recomendaciones de la Comisión.

La Comisión pidió al Gobierno que, en consulta con las organizaciones más representativas de empleadores y trabajadores, preparara una memoria para

presentarla a la Comisión de Expertos a más tardar el 1 de septiembre de 2025, en la que se informará detalladamente de las medidas adoptadas para avanzar en la plena aplicación del Convenio en la legislación y en la práctica, incluyendo información sobre cualquier consulta auténtica celebrada para abordar las preocupaciones debatidas por la Comisión.

La Comisión invitó al Gobierno a aceptar una misión de asistencia técnica con el apoyo de la Confederación Sindical Internacional (CSI) y la Organización Internacional de Empleadores (OIE).

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne la parole à l'honorable représentant du gouvernement d'El Salvador, M. Luis Mario Labor Torres, pour sa déclaration.

Representante gubernamental -

La delegación de El Salvador toma buena nota de las conclusiones, y desea reafirmar su inquebrantable compromiso con los principios y valores de la OIT.

En primer lugar, expresamos nuestro profundo respeto por el mandato de los órganos de control de la OIT y por la oportunidad de exponer los avances alcanzados en la implementación del Convenio. Hemos aportado evidencia concreta de los progresos registrados en materia de libertad de sindicación y negociación colectiva; entre los que quisiera destacar los siguientes:

- ratificación del Convenio sobre la negociación colectiva, 1981 (núm. 154);

- creación de 80 nuevos sindicatos y aumento del 33 por ciento en la firma de contratos colectivos, y
- agilización de la entrega de credenciales a los representantes sindicales y establecimiento de mesas sectoriales de diálogo, particularmente en el sector educativo.

En lo relativo a las organizaciones de empleadores, subrayamos enfáticamente que en El Salvador se garantiza plena y efectivamente la libertad de asociación y de expresión. Las distintas asociaciones de empleadores y de trabajadores, así como sus representantes, gozan de autonomía para elegir a sus dirigentes y desarrollar las condiciones que existen entre los sectores a nivel nacional por lo que reiteramos nuestra invitación a que sean también equilibrados en un escenario internacional.

Confiamos que este diálogo social con todos los actores y sectores será una vía para impulsar el trabajo decente y la cohesión social, a la vez que solicitamos y agradecemos la cooperación y asistencia técnica de la OIT y nos comprometemos a informar periódicamente sobre los futuros avances.

Président – Le dixième cas concerne la Géorgie et porte sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

Géorgie (ratification: 1999)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a rappelé que l'introduction de tout projet de loi affectant les partenaires sociaux devrait être précédée de consultations et que devrait être garanti le droit d'accepter une assistance financière de la part d'une organisation internationale

sur la base du droit de s'affilier à des organisations internationales énoncé dans la convention.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a prié instamment le gouvernement:

- en consultation avec les partenaires sociaux, de modifier la loi sur la transparence de l'influence étrangère et l'enregistrement d'agents de l'étranger, et la loi sur le service public, conformément à la convention;
- mener un dialogue et des consultations efficaces et en temps opportun avec les partenaires sociaux sur les projets législatifs pertinents les touchant, et sur le fonctionnement de la commission tripartite de partenariat social en tant qu'organe efficace de consultation tripartite.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

La commission a également prié le gouvernement de soumettre à la commission d'experts, d'ici au 1^{er} septembre 2025, un rapport détaillé sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées.

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee recalled that the introduction of any draft legislation affecting social partners should be preceded by consultations and that the right to accept financial assistance from an international organization should be guaranteed based on the right to affiliate with international organizations set out in the Convention.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government:

- **in consultation with the social partners, to amend the Law on Transparency of Foreign Influence and the Foreign Agents Registration Act and the Law on Public Service, in line with the Convention; and**
- **engage in meaningful and timely dialogue and consultations with the social partners on relevant legislative initiatives affecting the social partners, and on the functioning of the Tripartite Social Partnership Commission, as an effective forum for tripartite consultation.**

The Committee requested the Government to avail itself of ILO technical assistance.

The Committee also requested the Government to submit a detailed report to the Committee of Experts on the measures taken to implement the above recommendations by 1 September 2025.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión recordó que la introducción de todo proyecto de ley que afecte a los interlocutores sociales debería ir precedida de consultas, y que se debería garantizar el derecho a aceptar asistencia financiera de una organización internacional sobre la base del derecho a afiliarse a organizaciones internacionales establecido en el Convenio.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno que:

- **en consulta con los interlocutores sociales modificar la Ley de transparencia en materia de influencia extranjera y la Ley de Registro de Agentes Extranjeros, así como la Ley de la Función Pública, en consonancia con el Convenio;**

- **entablar un diálogo y unas consultas significativas y oportunas con los interlocutores sociales sobre las iniciativas legislativas pertinentes que los afecten, y acerca del funcionamiento de la Comisión Tripartita de Concertación Social, en tanto que foro eficaz de consulta tripartita.**

La Comisión solicitó al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT.

Asimismo, la Comisión pidió al Gobierno que presentara una memoria detallada a la Comisión de Expertos sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones antes mencionadas, antes del 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable représentante du gouvernement de la Géorgie, M^{me} Salomé Qajaia.

Government representative – I would like to express our appreciation and respect to the Committee for the opportunity to discuss Georgia's case and for the recommendations provided. As previously stated by our delegation, we believe that the recently adopted legislation in Georgia is aligned with the Convention. These laws are designed to enhance transparency and accountability of non-governmental and media organizations operating in our country, without imposing restrictions on freedom of association – on any organization. It is important to note that they do not hinder organizations' operations, their ability to receive funding, or their affiliation with international organizations.

Regarding the Committee's conclusion on the Georgian Law on public service, we find the reference to the Convention somewhat unclear, as this law does not regulate the activities of workers' or employers' organizations. Consequently, it cannot – and does not – restrict their affiliation with international organizations or their access to funding. The amendment introduced in the law does not limit workers' freedom of association, as they do not entail changes concerning the right to associate on professional grounds.

We are committed to constructive engagement with the ILO, focusing specifically on the application of the Convention, rather than broader legislative matters unrelated to workers' and employers' interests.

Once again, we remain committed to constructive dialogue with our social partners within the tripartite social partnership framework to address any legislative initiatives affecting the social partners.

Président – Le onzième cas concerne le Ghana et porte sur l'application de la convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952.

Ghana (ratification: 1986)

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

La commission a pris note des informations orales et écrites fournies par le gouvernement et la discussion qui a suivi.

La commission a salué les efforts déployés par le gouvernement pour s'acquitter de ses obligations au titre de la convention, tout en prenant note des lacunes qui persistaient dans sa mise en œuvre.

Prenant note de la discussion qui a eu lieu, la commission a prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, des mesures efficaces dans un délai déterminé, pour:

- adopter des mesures législatives, notamment pour modifier ou examiner la loi sur le travail et la loi sur l'emploi, s'agissant: i) du congé de maternité obligatoire, ii) de la prolongation automatique du congé prénatal, iii) d'un système d'assurance sociale obligatoire, et iv) de l'interdiction de notifier le congé durant la période protégée, en tenant compte des recommandations des organes de contrôle de l'OIT, afin de s'assurer que la législation nationale et la pratique sont pleinement conformes à la convention;
- élaborer les politiques nécessaires pour se conformer aux dispositions de la convention;
- assurer la transition vers un système d'assurance sociale de la maternité ou un fonds public qui fournit des prestations en espèces, conformément à la convention.

Prenant note de la demande d'assistance technique du gouvernement, la commission a invité le gouvernement à suivre sa demande avec le Bureau afin de mettre en œuvre les recommandations qui précèdent.

La commission a prié le gouvernement de fournir, en consultation avec les partenaires sociaux, des informations complètes et détaillées sur les mesures prises et les progrès accomplis sur tous les points susmentionnés dans son prochain rapport à la commission d'experts.

Maternity Protection Convention (Revised), 1952 (No. 103)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee welcomed the efforts by the Government to meet its obligations under the Convention while noting the persistent gaps in implementing the Convention.

Taking the discussion into account, the Committee requested the Government to take, in consultation with the social partners, effective and time-bound measures to:

- initiate legislative measures, including to amend or review the Labour Act and the Employment Act, with regard to (i) mandatory maternal leave, (ii) automatic extension of prenatal leave, (iii) a compulsory social insurance scheme, and (iv) prohibition of dismissal during the protected period, considering recommendations of the ILO supervisory bodies, to guarantee the full compliance of national law and practice with the Convention;
- develop policies necessary to comply with the provisions of the Convention;
- ensure the transition to a maternity social insurance scheme or public funding for cash benefits in line with the Convention.

Taking note of the Government's request for technical assistance, the Committee invited the Government to follow up on this request with the Office in order to address these recommendations.

The Committee requested the Government to, in consultation with social partners, provide detailed and complete information on measures taken and progress made on all of the above issues in its next report to the Committee of Experts.

Convenio sobre la protección de la maternidad (revisado), 1952 (núm. 103)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión acogió con satisfacción los esfuerzos del Gobierno por cumplir sus obligaciones en virtud del Convenio, al tiempo que señaló las deficiencias persistentes en la aplicación del Convenio.

Teniendo en cuenta la discusión, la Comisión pidió al Gobierno que, en consulta con los interlocutores sociales, adoptara medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- iniciar medidas legislativas, en particular para modificar o revisar la Ley del Trabajo y la Ley del Empleo, en lo que respecta a: i) la licencia de maternidad obligatoria; ii) la prórroga automática de la licencia en el periodo prenatal; iii) un régimen obligatorio de seguridad social, y iv) la prohibición del despido durante el periodo de protección, teniendo en cuenta las recomendaciones de los órganos de control de la OIT, a fin de garantizar la conformidad de la legislación y la práctica nacionales con el Convenio;
- elaborar las políticas necesarias para cumplir con lo dispuesto en el Convenio;
- garantizar la transición a un régimen de seguro social de maternidad o a la financiación pública de prestaciones monetarias, de conformidad con el Convenio.

Tomando nota de la solicitud de asistencia técnica formulada por el Gobierno, la Comisión invitó a este último a dar seguimiento a dicha solicitud con la Oficina a fin de abordar estas recomendaciones.

La Comisión solicitó al Gobierno que, en consulta con los interlocutores sociales, proporcionara información detallada y completa en su próxima memoria a la Comisión de Expertos sobre las medidas adoptadas y los progresos realizados en relación con todas las cuestiones mencionadas anteriormente.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable représentant du gouvernement du Ghana, M. Dawuda Ibrahim Braimah.

Government representative – The Government has taken note of the conclusions as adopted by this Committee. The Government shall work in concert with its social partners to give effect to the recommendations utilizing technical assistance from the ILO. The Government wishes to assure the Committee of its unwavering commitment to the rights of female workers. We shall continuously work with our social partners to ensure that the recommendations are realized.

Président – Nous allons à présent prendre une courte pause. Ensuite, nous reprendrons les discussions.

La séance est suspendue à 17 h 20.

The sitting closed at 5.20 p.m.

Se interrumpe la sesión a las 17.20 horas.